

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

**La croissance économique restera solide en 2018 et 2019. La hausse des salaires et de l'emploi maintiendra la consommation des ménages à un niveau élevé. La croissance de l'investissement privé devrait également se renforcer grâce à des conditions de crédit favorables. La demande extérieure demeurera forte, soutenue par la croissance chez les partenaires commerciaux.**

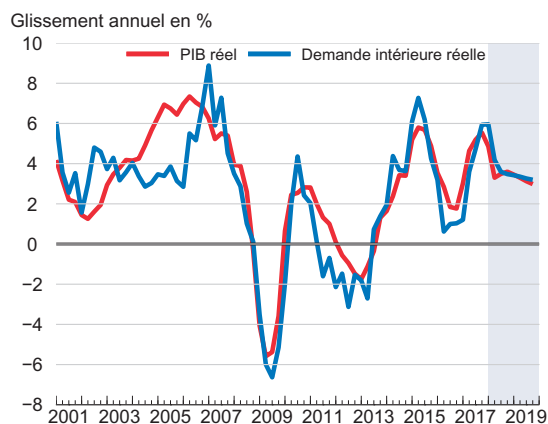
**L'inflation restera légèrement supérieure à la cible de la banque centrale, sous la poussée de l'accélération des salaires. Après le relèvement des taux d'intérêt en février 2018, la politique monétaire devrait viser un relèvement des taux d'intérêt mais seulement de manière progressive tant que l'inflation reste proche de sa cible, et éviter de s'éloigner des taux de la zone euro. La marge de manœuvre budgétaire demeure ample et permet de donner un coup de pouce à l'investissement dans les infrastructures, de répondre aux besoins de financement dans l'éducation, la R-D et la formation professionnelle, et de financer les dépenses liées au vieillissement démographique afin de préparer l'avenir.**

### La demande soutient la croissance

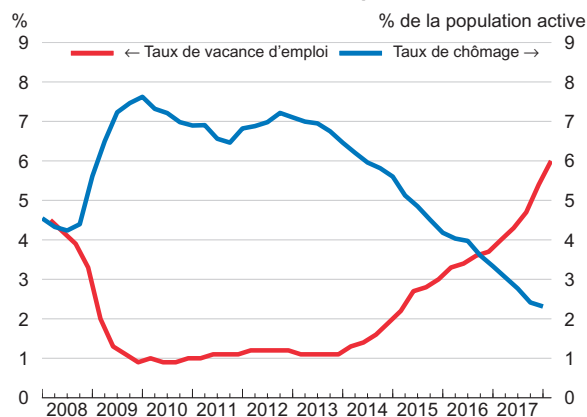
Portés par la demande tant intérieure qu'extérieure, les gains de croissance enregistrés en 2017 ont été plus équilibrés que les années précédentes. La consommation des ménages est robuste, soutenue par la hausse des revenus et la baisse du taux d'épargne, à mesure que la confiance et le crédit regagnent du terrain. L'investissement privé a aussi augmenté fortement, principalement du fait des investissements dans l'industrie et dans les technologies de l'information et de la communication (entraînant une augmentation des importations de biens d'investissement) et du redressement soutenu des bénéfiques. Les exportations, elles aussi, ont continué de s'affermir grâce à une croissance plus soutenue chez les partenaires commerciaux.

### République tchèque


La demande intérieure tire la croissance



Les pénuries de main-d'œuvre commencent à être importantes



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933729857>

République tchèque : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	4 312.5	5.4	2.5	4.6	3.8	3.2
Consommation privée	2 073.4	3.7	3.5	4.0	3.8	3.3
Consommation publique	849.2	1.9	2.0	1.5	1.8	1.6
Formation brute de capital fixe	1 083.4	10.4	-2.5	5.9	5.3	4.8
Demande intérieure finale	4 006.0	5.1	1.5	4.0	3.8	3.4
Variation des stocks <sup>1</sup>	32.3	0.8	0.0	0.0	0.5	0.0
Demande intérieure totale	4 038.3	5.9	1.4	3.9	4.3	3.3
Exportations de biens et services	3 558.6	6.2	4.3	6.9	5.3	5.4
Importations de biens et services	3 284.3	7.0	3.1	6.2	6.1	5.7
Exportations nettes <sup>1</sup>	274.3	-0.2	1.1	1.0	-0.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.2	1.2	1.4	1.2	1.4
Indice des prix à la consommation	—	0.3	0.7	2.5	2.0	2.1
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.3	1.6	2.0	2.0	2.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.0	3.9	2.9	2.3	2.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	6.8	6.0	5.4	4.8	3.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.6	0.7	1.6	1.6	1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	52.0	47.7	43.9	41.7	39.8
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.9	36.8	34.6	32.4	30.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.2	1.6	1.1	0.5	0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730921>

Le taux de chômage a poursuivi son reflux jusqu'en 2018 et figure parmi les plus faibles de l'OCDE. La pénurie de main-d'œuvre est même devenue la principale contrainte freinant la croissance. Les vacances de postes ont augmenté et les entreprises font état de difficultés pour embaucher. Les salaires ont progressé de 7 % en 2017, poussant les coûts unitaires de main-d'œuvre à la hausse et contribuant au rebond de l'inflation. Par ailleurs, le renchérissement des prix du pétrole a lui aussi provoqué une poussée temporaire de l'inflation.

### **Les tensions sur le marché du travail pourraient freiner la croissance**

La pénurie de main-d'œuvre, l'accélération de la hausse des salaires et ses effets sur l'inflation sont les principales forces à l'œuvre dans l'évolution économique actuelle. Le revalorisation des salaires se poursuivra en 2018 et contribuera à maintenir l'inflation au-dessus de la cible fixée par la banque centrale. Cependant, dans le sillage de la décision d'avril 2017 d'abandonner le taux de change plancher, la couronne s'est appréciée, tempérant les tensions inflationnistes, en particulier pour les biens et services importés. Ces effets se dissipant, l'inflation restera légèrement supérieure à la cible. De fait, la transmission des hausses de salaires aux prix reste limitée et le renchérissement des produits alimentaires devrait ralentir. Les autorités monétaires devraient relever

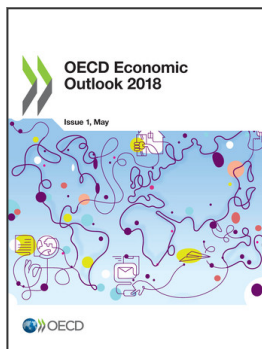
progressivement les taux d'intérêt et surveiller de près les effets de l'évolution du marché du travail sur l'inflation.

La politique budgétaire a été restrictive en 2017, comme il convenait dans un contexte de forte croissance et d'inflation. L'investissement public continuera d'augmenter en 2018 avec l'accélération des décaissements de fonds de l'UE. Les dépenses publiques progressent légèrement plus vite que le PIB, ce qui stimule la demande intérieure, mais l'excédent primaire reste considérable. Le gouvernement devrait utiliser la marge budgétaire disponible pour investir dans l'éducation, la formation professionnelle, la R-D et l'innovation afin de réduire le décalage entre l'offre et la demande de compétences et de stimuler la productivité du travail.

La croissance persistante de l'emploi et la progression des salaires ont ramené de nombreux inactifs sur le marché du travail, ce qui contribue à amortir la diminution de la population en âge de travailler. Un relèvement du taux d'activité des femmes, particulièrement de celles qui ont de jeunes enfants, accroîtrait encore l'offre de main-d'œuvre et l'inclusivité. Une partie des budgets conséquents consacrés aux transferts monétaires en faveur des familles pourrait notamment servir à financer l'offre formelle de services de garde d'enfants et d'établissements d'enseignement préscolaire.

### ***La croissance devrait ralentir tout en restant supérieure à son niveau potentiel***

D'après les prévisions, la croissance économique devrait ralentir en 2018 et 2019, tout en demeurant supérieure à celle de pays européens plus avancés. La forte hausse de la consommation des ménages, portée par la progression des salaires et de l'emploi, en restera le principal moteur. Les exportations devraient rester robustes, mais leur croissance sera plus lente qu'en 2017. L'inflation devrait reculer et se stabiliser autour de 2 %, la transmission des hausses salariales aux prix demeurant limitée. Les risques de divergence par rapport aux prévisions résultent de facteurs tant intérieurs qu'extérieurs. L'évolution du marché du travail pourrait induire un ralentissement de la croissance plus marqué que prévu. Un nouvel accroissement des emprunts immobiliers et du prix des logements constitue un risque pour le secteur bancaire. Sur le front extérieur, l'économie tchèque est particulièrement exposée à des perturbations dans les échanges parce qu'elle est fortement intégrée aux chaînes de valeur mondiales.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2018), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-1-14-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-1-14-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).